

**Alexander Caspar**

## **LE NOUVEL ARGENT**

**MÉDIATEUR ENTRE LE BESOIN ET LA VALEUR DE LA PRESTATION**

# **CAPACITÉ - TRAVAIL PRESTATION**

**LEUR POSITION DANS L'ÉDIFICATION DE LA SOCIÉTÉ**

## **Troisième et quatrième partie**

**ÉDITION FRANÇAISE**

Traduction : François Germani

Pré-édition de travail

et de relectures

État au 24 novembre 2024

Institut pour une tri-articulation sociale  
Atelier francophone

\*

Adresse en ligne du document, voir :

<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/Articles/2010-01-001%20Caspar.html>



---

## **Petit avertissement du traducteur**

Les textes regroupés dans cet ouvrage font partie d'une des tentatives, sans concessions, les plus avancées pour envisager jusque dans la pratique les conceptions ébauchées par R. Steiner en matière de tri-articulation dans leurs conséquences pour l'économie. C'est à dire, jusque pour celles concernant le médium ou moyen abstrait permettant des échanges modernes. Cela signifie de repenser de nombreuses façons de faire instituées et nous préparer à modifier nos propres comportements. Par certains côtés, nous voici sur un champ où, comme francophone, nous ne disposons que de l'ouvrage "Dépolluer l'économie- Révolution dans la monnaie" de Michel Laloux. Et il peut être très intéressant de confronter les propos.

Ils restent cependant, là aussi, le fait d'un homme plus ou moins "isolé" là où R. Steiner parle souvent aussi de ce que seul un jugement collectif peut valablement cerner des processus économiques, et remplacer l'ancien jugement instinctif. Le propos de l'auteur est donc difficile du fait de l'imbrication de concepts apparemment usuels qu'il ne peut cependant préciser dans son utilisation propre qu'au cours de l'ouvrage. Il ne s'agit pas encore ici de prédire l'effet de telle ou telle mesure visant un effet économique, et de "piloter" l'économie, mais bien de parcourir de nouveaux chemins conceptuels afin d'élargir le champ des perceptions. Face à de tels textes, et particulièrement quand il s'agit de transférer le propos d'une langue, voir d'une culture, à une autre, surmonter correctement l'obstacle n'est vraiment possible, à moins d'être un génie, qu'avec un minimum de travail partagé. C'est pourquoi la présente traduction, dans une première publication, reste plus que jamais (\*) une proposition pour première étude et des relectures afin d'en proposer une meilleure ultérieurement.

F. Germani, 11 décembre 2020

(\*) C'est la même chose pour les textes relatant les propos de Steiner, où se montre justement, par la confrontation à un tel travail, que nous nous sommes habitués à nous satisfaire d'une lecture, et aussi de traductions, superficielles et nivelantes, rendues possibles par le temps qui passe et des attentes par trop "philosophiques".

## Sommaire de l'édition bilingue pour liseuses

|   |           |
|---|-----------|
| Préface à l'édition de 2021.....  | 4         |
| Préface à l'édition de 2010.....  | 4         |
| <b>Troisième partie - Complément pour le lecteur intéressé en théorie de la connaissance.....</b>   | <b>6</b>  |
| Que signifie « inversion » ?.....   | 6         |
| <b>Quatrième partie - Nouvelles connaissances pour une réforme fondamentale économique et sociale.....</b>  | <b>13</b> |
| FICHE D'INFORMATION.....  | 14        |
| 1. le rapport de valeur entre le résultat du travail et le revenu et la valeur du travail corporel et spirituel dans l'économie basée sur la division du travail..... | 14        |
| 2. les problèmes actuels inhérents au système Leur dépassement par la tripartition des domaines de la vie.....  | 19        |
| A propos du graphique ci-dessous.....   | 23        |
| Postface.....   | 26        |
| .....   | 26        |
| À propos de l'auteur :.....   | 26        |



## Préface à l'édition de 2021

La réédition du livre *Le nouvel argent* intervient à une époque où la crise sous-jacente de la science, du droit et de l'économie, qui couvait depuis longtemps, a éclaté et touche de plein fouet la société civile, remettant en question sa forme d'existence actuelle en tant qu'État central. Dès 1917, Rudolf Steiner, prévoyant des crises futures au sein des éléments constitutifs de la communauté humaine que sont la vie de l'esprit, de droit et de l'économie, avait promu leur gestion autonome en formulant en même temps leur fonction et leur interaction au sein de la société. Une libération de la vie de l'esprit, qui englobe la science, de la tutelle de la politique et de l'économie en raison du financement de l'État central et des intérêts du droit de propriété, mais aussi une séparation irréversible de la politique et de l'économie ne sont toutefois possibles qu'avec la reconnaissance de la mesure de l'évaluation mutuelle des résultats du travail et des revenus individuels qui y sont liés, ainsi qu'avec la redéfinition des concepts de capital, de création monétaire et de propriété des moyens de production. Ce n'est qu'au moyen de ces nouvelles connaissances qu'un équilibre entre les besoins et la valeur des résultats du travail est réalisable, ce qui implique le financement transparent de la vie de l'esprit et du domaine de droit par le domaine économique au lieu de l'entretien financé arbitrairement par l'impôt de l'État unitaire.

Le volume *Le nouvel argent* regroupe les premières explications publiées de l'auteur sur le thème de l'économie : Ils contiennent la déduction des nouveaux concepts et leur utilisation pratique, c'est pourquoi la formation et la fonction des associations sont traitées en détail, de même que l'argent sous l'aspect de ses différentes fonctions, car dans l'économie actuelle, l'argent est l'objet le plus difficile à comprendre et le plus délicat.

Grâce à l'organisation des thèmes, le volume « Le nouvel argent » possède le caractère d'un manuel scolaire.

Dans le volume *Le pouvoir occulte/caché de l'argent*, l'auteur publie des articles dans lesquels il aborde les nouvelles notions de "valeur économique, capital, création monétaire et propriété des moyens de production" dans leur conditionnement mutuel et montre comment elles permettent de surmonter les crises actuelles que sont la conjoncture, le chômage et la croissance forcée.

Deux articles sont publiés dans chacun des deux volumes : L'un épistémologique, qui expose la notion de polarité inverse, dont la compréhension est à la base de l'appréhension des notions de "valeur économique et de capital", et l'autre, signalé comme "aide-mémoire", qui fournit l'aperçu fondamental de l'économie dans la société triarticulée.

## Préface à l'édition de 2010

Ce livre est une compilation décrite que l'auteur a rédigés et publiés après 1989. Leur cercle de problème est toujours le même : La saisie méthodique des valeurs économiques, qui a été conceptuellement négligé jusqu'à présent, et prenant pied dessus, la signification réelle du capital tout comme la fonction du/des prix. Il s'agit de la devise en tant qu'équivalence de la valeur des prestations



économiques et leur mesure monétaire. Un tel argent rend possible une compensation entre les besoins se manifestant librement au moyen de revenus et la valeur des prestations, orientées au marché, correspondantes. La justification de la satisfaction universelle des besoins en ce que le besoin confère la valeur à une prestation, soit amené en couverture de la valeur économique qui est à exiger de sa production, le lecteur la trouve lors de la lecture sur la "valeur originelle". Évidemment, à l'intérieur de la circulation d'argent, les revenus proviennent directement des recettes de la vente des prestations et, inversement à nouveau, dans les prix pour les prestations. L'écrit veut cependant rendre clair que pour le dépassement d'effondrements de conjoncture, du chômage et de la contrainte de croissance, des institutions sociales sont nécessaires, mais aussi possibles, qui, basées sur la connaissance de la valeur économique, peuvent justement faire de celle-ci la référence/grandeur d'orientation pour les prix des prestations et les revenus ; ainsi la relation entre les revenus et les prix du marché se détache de son/leur rapport de dépendance dans le système économique actuel. L'approche est fondamentalement nouvelle en termes de méthodologie, et ainsi les réflexions ne se réfèrent donc pas à des théories économiques antérieures ; elles sont consignées à la façon de résultats d'observations économiques selon la méthode de science de la nature. Le lecteur ne manquera pas de remarquer que les pensées ont été saisies toujours plus nettes/acérées dans l'ordre de leur écriture. Au premier écrit "*Wirtschaften in der Zukunft* " (*Pratiquer l'économie dans l'avenir*)<sup>1</sup> des images ont été adjointes qui, sous forme de représentations fixes, devaient permettre de mieux saisir le processus de pensée. Dans la suite, cependant, le lecteur devrait plutôt créer en soi, à partir des pensées, des images en mouvement, un tableau dans lequel il fait l'expérience de leur contexte/pendant dans une vue d'ensemble. En ce sens, les répétitions dans les textes devraient faciliter l'étude des contenus. Les représentations économiques enlisées d'aujourd'hui nous sont un obstacle à une économie basée sur la division du travail faisant un usage durable de la formation de capital, et le fait de s'accrocher au système monétaire/d'argent actuel rappelle le/exporté au Tasso de Goethe :

"Ainsi, le capitaine s'accroche enfin encore au rocher auquel il devait échouer. »

(1) - 1996 Publication

Klett und Balmer +Co Verlag, Zug

- 1997 en traduction russe

„Trovant“ Verlag, Moskau

- 2010 retravaillé

[8]



# Troisième partie - Complément pour le lecteur intéressé en théorie de la connaissance

130

01

## Que signifie « inversion » ?

Pourquoi la théorie économique fondée par Rudolf Steiner n'a-t-elle pas été com-02 prise ?

Y a-t-il un intérêt à ce qu'un public plus large ne doive pas la comprendre du03 tout ?

Rudolf Steiner ne part pas des résultats du travail comme la théorie de l'économie04 traditionnelle, et il ne dérive pas leur valeur économique supposée qui détermine le revenu de ses rapports d'échange ou de prix . Naturellement, le problème du prix est le point central autour duquel tourne toute l'activité économique et, évidemment, sur la base de la circulation de l'argent, il existe une interdépendance entre le revenu qui déclenche la demande et les recettes de la quantité de biens offerts, mais le prix devrait et peut en fait remplir seulement la fonction du médiateur à une valeur de référence de niveau supérieur/sur-ordonnée. Car l'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix de marché à atteindre, ne peut décider si un bien est produit à une valeur qui correspond essentiellement à la valeur des autres biens dont le producteur a besoin dans le temps qu'il utilise pour produire un résultat de travail similaire ou équivalent. En ce que le produit de la vente des résultats du travail (recettes des prestations) et les revenus se conditionnent mutuellement, la valeur économique réelle reste, comme référence et point de repère pour des rendements de prestation et des revenus, dans un indéterminé. Une compensation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines sera atteinte lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables interdépendantes, mais que la valeur de la prestation et le revenu, donc la valeur de production dite « objective » d'un bien basé sur le principe des coûts et sa valeur de besoin « subjective » seront ramenés/reconduits à une unité d'origine comme variable de référence supérieure au rendement de la prestation. L'économie a à faire avec l'échange de biens sous forme de valeurs ; de valeur contre valeur résulte le prix. Steiner s'élève méthodiquement à la saisie en pensée de la valeur économique du résultat du travail au processus de travail, qui se joue entre la nature au sens de la substance et l'esprit dans la forme de manifestation d'intelligence humaine : esprit organisant le travail corporel lequel élabore un produit de la nature pour la circulation économique. A cette double valence du travail, produisant du substantiel, organisant cette élaboration, repose à la base en premier de la formation de la valeur en tant que processus à polarité inverse (voir schéma page 136). Pour déterminer quantitativement la valeur économique, Steiner part d'un état quasi pré-économique dans lequel la valeur de besoin et la valeur de production forment encore une unité. Par l'influence de l'intelligence sur le travail, organisant celui-ci, la valeur de besoin et la valeur de production se séparent en un déséquilibre et sont à nouveau à reconduire associativement à l'unité d'origine devenue référé-



rence/grandeur d'orientation/indicative pour leur compensation. Le producteur substantiel est le pôle de nature, et là apparaît la grandeur donnant la mesure à toutes les prestations, matérielles et immatérielles. La mesure livre le résultat du travail corporel d'un nombre de population déterminé immédiatement à la nature dans un certain laps de temps - disons un an. Mais la valeur arrive en premier à sa validité économique aussitôt que le travail est organisé par l'esprit ; alors en premier du développement/de l'évolution vient dans les produits, dans les besoins, la division du travail intervient, avec elle la circulation économique des produits de la nature

131

modifiés et avec cela le problème de l'écart entre la valeur de production et la valeur de besoin. Sans « valeur d'organisation », il n'y a aucun développement économique, sans « valeur d'obtention à la nature », il n'y a aucune réalisation de la valeur organisationnelle. La valeur apparaissant au pôle de l'esprit se mesure en polarité - comme valeur négative - comme l'équivalent/la contre-valeur du travail corporel épargné immédiatement/sans médiation à la nature. Cela signifie que le travail spirituel en tant qu'organisation du travail corporel conduit, par l'émancipation du travail de son lien immédiat avec la base de nature, à de plus en plus de biens dont la valeur particulière baisse/sombre, mais dont la valeur d'ensemble reste la même pour le même nombre de population. L'épargne de travail corporel dans l'élaboration de substances par une organisation intelligente conduit à nouveau à plus de liberté pour l'activité spirituelle. Au pôle de nature, le travail a sa plus haute valeur, au pôle spirituel sa valeur est nulle. On n'a pas la permission de se représenter aucun des deux pôles comme étant fermé/circonscrit, reposant sur lui-même. Après tout, l'esprit et la substance sont liés par le travail, qui initie la formation de la valeur. La pensée d'un pur travail corporel au pôle de nature ne représente aucune hypothèse injustifiée, car ce serait représentable réalisé ; par contre, à la représentation d'une valeur économique seulement en lien avec le pôle de nature ne reviendrait aucune réalité.

Ni l'origine de la valeur économique amenée à la conscience par Steiner ni l'inversion du signe (+/-, la polarité inverse) qui caractérise le rapport de valeur des résultats du travail aux deux pôles de formation de valeur l'un par rapport à l'autre n'ont été comprises (voir le graphique " Polarité dans l'économie ", page 136).

C'est d'abord avec la (re) connaissance de la valeur économique que la théorie<sup>06</sup> économique prend le caractère d'une science. Car en premier par cela le rapport du travail corporel au spirituel, la formation de capital, tout comme la valeur des prestations et le revenu peuvent être amenés dans un pendant de lois/de légités, et déterminés quantitativement. Avec cela, la théorie de l'économie surmonte le champ des pures statistiques ; ses jugements contiennent alors un aperçu d'une économie orientée vers l'accomplissement des quotas sociaux.

Maintenant, si lors de la compréhension du concept de valeur et de la création<sup>07</sup> d'argent qui s'en suit, c'est-à-dire l'équivalence de la valeur de chose et de signe, aurait lieu une libération du revenu de sa simple dépendance du rendement du travail, un changement du concept de propriété serait implicite et rendrait impossible que le gain de rationalisation soit imputé à la propriété du capital et puisse être retiré monétairement individuellement. L'hostilité/opposition fanatique découle d'un manque de compréhension de ces connaissances et se fait maintenant





serviable dans leur/sa lutte agitatrice.

Quelle est la suite épistémologique de l'« anthroposophie », et pourquoi porte-t-08 elle ce nom vis-à-vis de la théorie de la connaissance que l'on a qualifié jusqu'à présent de « philosophie » ? Pourquoi ce développement et cette expansion de la connaissance n'ont-ils pas encore été compris jusqu'à présent, du moins pas compris ainsi qu'ils seraient passés dans la conscience et la sensation de la vie au moyen d'une argumentation purement intellectuelle et formelle, tout comme le kantianisme aujourd'hui fait partie de l'attitude de l'humain face à la vie ? Le kantianisme caractérise que la vérité est éprouvée comme un reflet idéal d'une réalité extérieure et la cognition/connaissance comme la répétition conceptuelle de quelque chose qui existe même sans le connaisseur, réduisant ainsi le rôle de l'être humain à celui d'un spectateur oisif.

[132]

Derrière cela se trouve le grand problème, toujours plus brûlant, devant lequel<sup>09</sup> l'humanité se trouve comme devant un abîme, à savoir : comment ce que l'humain vit dans la perception sensorielle en tant qu'extérieur est-il lié à ce qu'il vit dans la pensée en tant qu'intérieur ?

La philosophie a pris fin en tant qu'épistémologie, parce qu'elle considérait la per-<sup>10</sup> ception sensorielle comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui se fonde sur soi-même, et par conséquent elle n'est pas parvenue à une explication de la perception sensorielle qui relie « l'extérieur » et « l'intérieur ». Avec l'être humain, deux forces se manifestent, à savoir avec lui comme « victime » et « coupable » à la fois, le constituant et apparaissant à travers lui dans le processus de connaissance : d'où l'anthroposophie. On n'a la permission de ne se représenter aucune des deux forces existant pour soi ; elles apparaissent toujours ensemble, se conditionnent l'une l'autre et constituent ensemble la réalité. L'une est à penser contre un centre comme force centrale ou de pression, l'autre périphérique contre une sphère comme force universelle ou d'aspiration/succion. La force centrale, en tant que force de pression, a la propriété de presser hors d'elle la force universelle, de la repousser, de se séparer d'elle ; elle a un effet d'atomisation. La force universelle, comme force d'aspiration/de succion, a la propriété de s'approprier la force centrale, de la dissoudre ; elle a un effet liant.

Au début, seule la force centrale ou de pression entre dans la conscience de l'hu-<sup>11</sup> main d'aujourd'hui en tant que « extérieur » - mais justement seulement en tant qu'extérieur. Le mouvement et la vitesse pour lesquels l'humain actuel n'a pas de conscience sont représentés par la synthèse/le rassemblement de sommes, l'intégration des points de repos dans le temps, c'est-à-dire par la spatialité. Les points de repos, de leur côté, sont des différentiels (résultats de la différenciation) dans lesquels la vitesse est décomposée et dans lesquels elle disparaît. Si la force centrale est maintenant rendue absolue, cela conduit par ex. en physique au problème de la « matière » telle qu'elle est hypostasiée et synthétisée en physique. Dans la théorie économique, cela conduit à ce que toutes les prestations (résultats matériels et immatériels du travail) soient considérées comme découlant uniquement du travail en rapport avec la base de nature, ce par quoi toutes les prestations obtiennent le caractère de valeurs d'obtention à la nature, donc de prestations dont la valeur est évaluée/mesurée de manière positive (voir « *L'activité économique de l'avenir* », page 33).





La physique, qui depuis près de cinq cents ans a déterminé méthodiquement ce<sup>12</sup> qui doit être considéré comme scientifique, est définie comme la science des processus naturels qui, établis par l'observation et la mesure, peuvent être saisis dans leur régularité/conformité à des lois/des légités et rendus accessibles à la représentation mathématique. La physique est basée sur le problème du rapport entre le mouvement et la masse, la phoronomie ou la cinématique, qui peut être saisie purement à la mesure de la représentation, vis-à-vis de l'effet des forces ou de la dynamique, qui ne peut être testé empiriquement que par des mesures dans le monde extérieur. Leurs formules, pour autant qu'elles ne se donnent pas de ce qui a pure mesure de représentation, comme les processus de mouvement se résument à une pression de poids. Qu'est-ce qui vient encore dans la conscience de l'humain actuel comme vécu extérieur ? Pour cette raison, la science de la nature rend la force centrale absolue et transfère toute l'énergie comme potentielle aux extrémités de son observation saisissable à la mesure de conscience, la physique dans les atomes, la biologie dans les gènes, la médecine dans les virus et les prions. Lorsque je suis assis - disons - à une altitude de 10 000 mètres dans un avion qui<sup>13</sup> plane tranquillement, si je supprime/réprime les perceptions optiques et acoustiques qui mènent à des conclusions de pensée, je ne peux pas dire si je me meus vis-à-vis de l'environnement ou non. Par quoi le mouvement me devient-il conscient ?

[133]

Par la différence de pression-, basée sur une accélération (+ ou -). Et par quoi je perçois la pression ? La pression décrite comme le poids d'un corps est généralement définie comme la force gravitationnelle résultante (accélération) agissant sur le corps.

Comment peut-on se rendre clairs le pendant entre la masse/l'image et le mouve-<sup>14</sup> ment en tant qu'unité ? En ce qu'en tant que processus cognitif/de connaissance nous laissons apparaître l'espace inversement polaire des forces décrites ci-dessus. Représentons-nous que nous serions un être unidimensionnel (*en ligne droite dans le processus de formation, voir l'apparition dimensionnelle à partir du mouvement qui suit*) : que verrions-nous ? Seulement des points. En tant qu'être bidimensionnel (*niveaux en cours de formation/étendue en processus d'apparition*), nous verrions de nouvelles lignes droites. En tant qu'êtres tridimensionnels (corps en processus d'apparition), nous verrions de nouveaux niveaux/de nouvelles étendues. Nous voyons en trois dimensions (corps) ; nous sommes donc vivants en quatre dimensions.

Comment est-ce que j'accède/arrive à la première dimension ? En ce que je dé-<sup>15</sup> place le point. Comment à la deuxième dimension ? En ce que je déplace la droite. Et ainsi de suite.

Donc, contre le centre, je fais l'expérience des dimensions de manière discontinue<sup>16</sup> comme image, contre la sphère continuellement (ndt à partir) du mouvement.

La physique s'efforce d'esquisser une image du monde d'où devraient provenir<sup>17</sup> nos perceptions sensorielles. Elle est cependant sujette à une illusion, car les processus pensés par elle comme reposant à la base des perceptions pourraient seulement rester une suite d'impulsions (pressions) externes, mais ne seraient jamais des perceptions internes. Elle ne peut pas trouver la transition/le passage entre des processus de mouvement externes qu'elle décrit comme la cause des percep-



tions et les images perceptives vécues en interne. Pour cela, elle a besoin de la tension différentielle caractérisée par l'exemple ci-dessus, qui a été décrite par moi comme polarité inverse. Cela signifie qu'il y a besoin pour le devenir conscient et la connaissance, un donné (masse) initialement impénétrable, discontinu (en apparence seulement), et vis-à-vis de cela, un donné qui est continuellement expérimenté par l'activité intérieure dans la construction (mouvement).

La réalité est unité. Pour la conscience, générant celle-ci ainsi, la réalité se divise/<sup>18</sup> se partage en « demi-unités/demi-mesures », qui ont l'aspect de centre et de sphère, auxquelles correspondent un extérieur et un intérieur, qui constituent l'être humain corporellement (fonction nerveuse et métabolisme) et selon l'âme/psychiquement (vouloir et penser).

La volonté qui est active dans l'activité de la pensée est soumise à la conscience,<sup>19</sup> mais pas celle qui est active dans le mouvement corporel. L'activité pensante et de la sorte de la volonté ne se montrent pas séparées à l'observation intérieure. Mais ce serait aussi inadmissible de parler d'une volonté indépendante/autonome qui s'ajoute encore à la représentation. C'est l'idée (le concept) saisie comme une force. La conscience, qui se comprend comme une inversion des rôles de victime et de coupable, est capable de s'ajuster de telle manière qu'elle reçoit *séparés* le penser et le vouloir dans le champ d'observation.

La réalité unifiée nous apparaît d'abord en vertu/par force de l'inversion comme<sup>20</sup> une opposition ; le résultat d'un processus inversement polaire, qui se manifeste pour la cognition/la connaissance dans le percevoir et le penser, mais qui est suspendu dans le processus de cognition/connaissance. Aucune des deux activités cognitives/de connaissance (percevoir, penser) n'ont la permission d'être considérés comme quelque chose d'absolu, reposant sur soi ; elles œuvrent toujours ensemble. Derrière la saisie et le ressouvenir d'une pensée, le même processus se joue que lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état. Au début, nous vivons/faisons l'expérience comme « extérieur » seulement des perceptions,

[134]

et comme « intérieur » des concepts. Au début, nous ne faisons pas l'expérience/ ne vivons pas la pensée comme une force universelle dehors, co-active lors de la venue en l'état d'une perception sensorielle. Que les perceptions sensorielles (par ex. rouge, bleu, do, do aigu) soient d'abord vécues comme quelque chose d'absolu, quelque chose qui repose sur soi-même, doit être compris comme un support de la pensée sur le chemin d'une pensée individuelle et libre, qui est due à l'histoire de l'évolution. Si la pensée est toujours plus dirigée/conduite par la volonté, la mémoire respectivement le souvenir intervient à la place de la perception sensorielle comme un donné, ce qui fait que l'activité de la pensée qui est impliquée dans la venue en l'état de la perception sensorielle, mais en cela pas encore activité de pensée consciente, passe dans la pensée consciente. Et cette pensée qui synthétise les éléments de représentation de la mémoire est maintenant perçue. Sur une surface de mer, je « verrais » l'horizon comme un cercle. Pour le « penser » comme un cercle, je dois le construire à partir de la représentation de mémoire comme un lieu géométrique de tous les points qui sont également éloignés d'un point, « actif intérieurement ». Ce passage du « perçu » au « pensé », Steiner l'esquisse dans la *Philosophie de la liberté au chapitre III* avec les mots : « Quand on distingue la pensée



préconsciente de la pensée consciente après/ensuite, ainsi on ne devrait pas oublier que cette distinction est une entièrement extérieure, qui n'a rien du tout à faire avec la chose elle-même. Je ne transforme/fait absolument pas une chose en une autre en ce que je la regarde pensant. Je peux me penser qu'un être avec des organes sensoriels complètement autres et une intelligence fonctionnant autrement aurait d'un cheval une tout autre représentation que celle que j'ai, mais je ne peux me penser que ma propre pensée devienne une autre parce que je l'observe. J'observe moi-même ce que je produis moi-même. »

Si lors d'un processus qui vient en l'état, des processus de perception sensoriels à<sup>21</sup> l'œuvre devaient être vécus immédiatement continuellement vers « l'intérieur » respectivement la pensée "vers l'extérieur" comme une force universelle, ce seraient des processus de vie et non des processus de conscience.

(voir graphique suivant « La double inversion »)

22

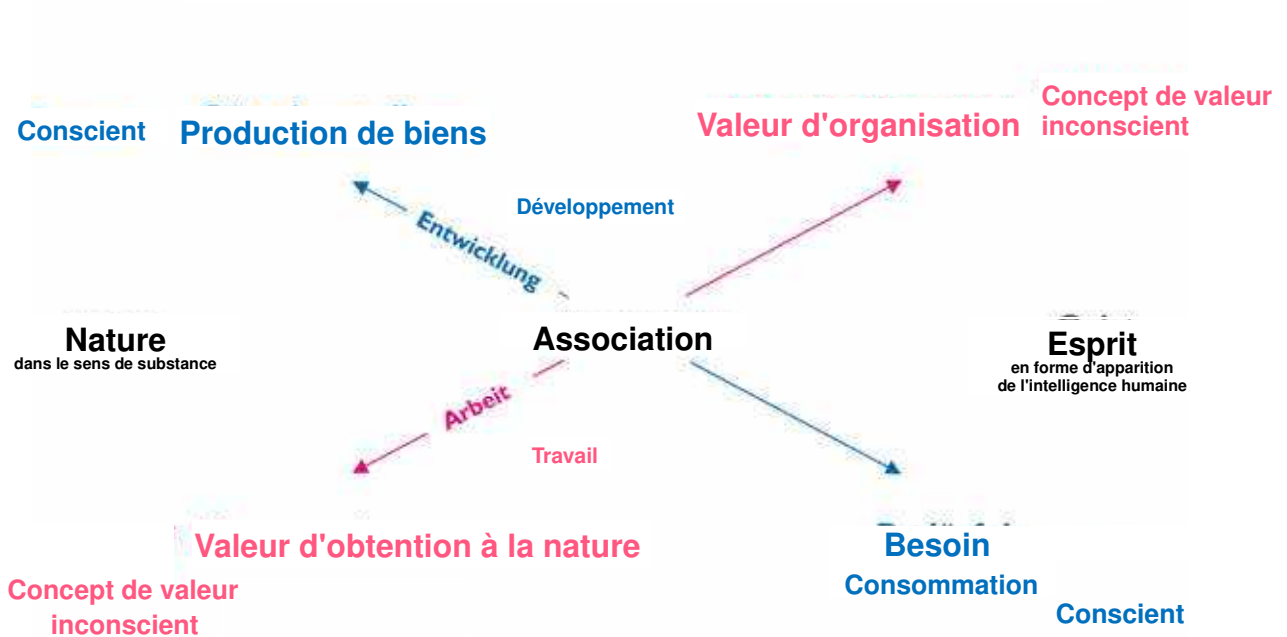
La pensée est une activité d'où proviennent des concepts et des idées. Cela signifie<sup>23</sup> que la pensée englobe le faire et l'objet du faire, elle a deux côtés d'apparition/de manifestation, mais qui ne sont pas à séparer l'un de l'autre. Car l'activité qui part du Je dois donc avoir un contenu, mais le contenu, les pensées et les idées ne viendraient pas du tout à l'apparition sans l'activité. La pensée en tant qu'activité s'enflamme tout d'abord à la perception sensorielle, qui n'est qu'apparemment venue en état indépendamment d'elle. Soustraite/retirée de la perception sensorielle, elle trouve son support/appui - dans un premier temps/tout d'abord - dans la mémoire. La pensée n'ajoute rien de son propre chef aux perceptions sensorielles, elle ne dit rien a priori sur les perceptions, mais établit plutôt les conditions, les formes, à travers lesquelles le contexte/le pendant, la légité, des phénomènes deviennent idéellement conscients. Naturellement, les pensées se laissent gagner de l'activité synthétique de la pensée, qui dès le départ s'appuie purement sur les représentations de la mémoire. Mais de l'activité purement synthétique de la pensée ne suit encore aucune loi objective. C'est seulement dans la conscience humaine, dans la pensée consciemment expérimentée/vécue, que les concepts et les idées mènent une existence/un être-là indépendant/autonome.

[135]

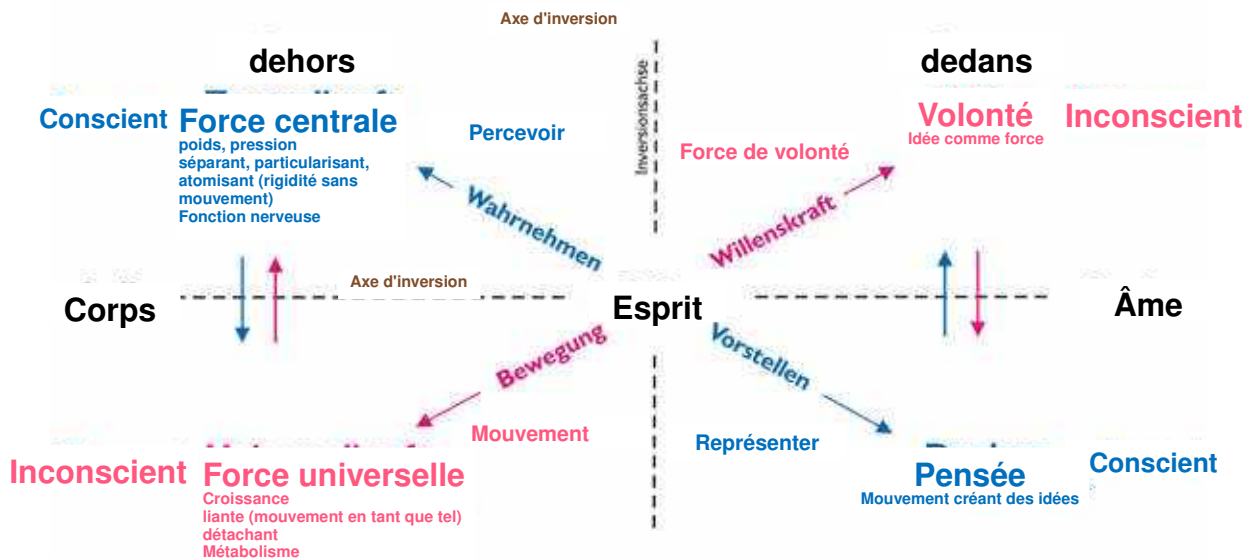


# LA DOUBLE INVERSION

## COMME POLARITÉ DANS L'ÉCONOMIE



## DANS LES PRINCIPES CONSTITUANTS L'HUMAIN



Dans "Vérité et science", chap. 5, **Rudolf Steiner** a indiqué sur cette inversion dans le processus de connaissance comme suit : " Ce qui nous apparaît séparé dans la pensée, ne sont donc pas des formes vides, mais une somme de déterminations (Catégories), qui sont cependant forme pour le contenu du monde restant."

Mais justement dans cette indépendance ne leur revient aucune réalité. Mainte-<sup>24</sup>nant aucune différence ne se laisse trouver entre ce qui apparaît dans la conscience comme par exemple un concept mathématique, quand cette conscience étend son contenu sur un état de fait empirique ou quand elle s'actualise ce concept mathématique dans la pure pensée mathématique déduite.

Maintenant, on doit se rendre clair ce qui suit : Pour la réalité, la séparation en ces<sup>25</sup> parties qui nous sont livrées par elle en percevoir et penser, disons donné et idée, n'a aucune signification, pour la conscience et la cognition/connaissance, elle est essentielle. Car la connaissance de la réalité ne vient pas au Je sans que le Je la construise à partir du donné et pensé eux-mêmes. Le « quoi » du donné sera placé pour le Je seulement par ce dernier lui-même. Le Je n'aurais aucune raison de placer en lui-même, par la pensée, la partie d'un donné gagné, s'il ne se voyait pas d'abord vis-à-vis de la chose de façon totalement indéterminée. Ce qui est donc placé par le Je comme une partie idéale du donné, alors, n'est pas placé sans le Je, mais par le Je. Mais la détermination idéale du donné par le Je n'en est pas seulement une pour le Je, donc subjectivement, car la scission/séparation en Je et en monde extérieur a seulement persistance/stabilité à l'intérieur du donné. Face à la contemplation pensante qui unit/unifie tous les contraires, cette « détermination seulement pour le Je » n'a plus de signification. Le Je en tant que séparé du monde extérieur décline dans la contemplation pensante. Il n'y a donc plus aucun sens de parler de déterminations purement pour le Je.

La connaissance repose sur une séparation/scission de la réalité en un donné, au-<sup>26</sup>quel s'allume mon besoin de connaissance, et en un donné seulement par mon activité; contenu de ma pensée. Et seulement parce ce que je produis la pensée, je suis aussi lié à son contenu ainsi que je le vis. C'est seulement parce que je me meus dans le monde que je le vis comme réel, mais la cause/la raison du mouvement me reste immédiatement inconsciente. Je vis la pensée comme un mouvement, dont la cause m'est consciente, mais ce qu'elle produit ne me garantit pas immédiatement la réalité. Maintenant, la description du donné pour un facteur de connaissance est seulement l'expression de son rapport à l'autre facteur. Il ne peut être absolument donné, car sinon il n'entrerait en aucune relation avec moi.

Des déclarations ci-dessus, il s'ensuit maintenant : dans la pensée nous avons<sup>27</sup> quelque chose qui n'est pas seulement un régulateur des perceptions sensorielles, mais qui est impliqué/participant de manière constitutive lors de leur venue en l'état. Seulement nous ne faisons pas l'expérience initiale de cette pensée en tant que telle, parce qu'elle n'est pas soumise/subordonnée à l'organisme, comme la pensée qui est tirée des perceptions sensorielles et trouve son support dans la mémoire. Lorsqu'une perception sensorielle se met en place/vient en l'état, elle est impliquée dans le processus. On se bloque/se déconstruit le chemin vers une connaissance fondée quand on voit quelque chose d'achevé et basé/reposant sur soi-même dans les perceptions sensorielles. Alors on voit dans la pensée aussi seulement le producteur d'images de représentations qui seront basculées sur les perceptions sensorielles comme régulatrices.

[137]

## Quatrième partie -





# Nouvelles connaissances pour une réforme fondamentale économique et sociale

[138]

## FICHE D'INFORMATION

**pour la compréhension et la réalisation d'une économie organisée sur l'équilibre entre les besoins et les valeurs des résultats du travail dans une société qui englobe la vie de l'esprit, la vie juridique et la vie économique en tant que domaines autonomes d'un organisme social triarticulé.**

### ***1. le rapport de valeur entre le résultat du travail et le revenu et la valeur du travail corporel et spirituel dans l'économie basée sur la division du travail.***

Le besoin est l'initiateur de la vie économique. Toutes les activités économiques sont fondées sur des besoins matériels, spirituels et culturels. Les besoins sont satisfaits par des résultats matériels du travail, appelés ci-après prestations. L'économie n'a affaire qu'à la fourniture de prestations matérielles. Elle en fournit aussi pour les besoins des domaines de l'éducation, de la science et de l'art sous la forme d'instruments, de documents et d'installations utilisables par ces derniers. Dès l'instant où l'humain n'utilise pas ses prestations uniquement pour lui-même, mais qu'il procède à un échange de prestations avec ses semblables, la question se pose de savoir ce qu'est une valeur au sens économique, comment elle est créée et quelle est sa fonction dans l'ensemble du processus économique comprenant la production et la consommation. Du point de vue de la prestation, c'est le travail humain qui crée la valeur en mettant en circulation un produit naturel transformé. En fonction du rendement de la nature, des capacités de l'humain et des fluctuations de l'effort de travail, la valeur apparaît comme quelque chose qui fluctue en tout lieu et à tout moment. Comme nous l'avons indiqué au début, l'humain participe socialement à la vie spirituelle et à la vie économique. Les domaines de la vie sociale ne sont pas isolés les uns des autres, mais agissent les uns sur les autres. Et c'est ainsi que le travail, qui relie la production spirituelle basée sur le talent et la capacité de l'humain à la production issue des matériaux de la nature, est lui-même articulé d'un côté comme une activité corporelle qui met en circulation un produit naturel utilisable et consommable, et de l'autre comme un objet travaillé par l'esprit lui-même sous la forme d'une direction et d'une organisation intelligentes. En soi, le travail n'a pas de valeur économique. Il crée des valeurs ; celles-ci sont l'objet des besoins. L'économie basée sur la division du travail comprend donc l'échange de prestations matérielles qui, en tant que telles, sont aussi fournies à l'actif spirituel en échange de son travail spirituel.

Le besoin attribue une valeur à la prestation. Pour satisfaire le besoin du producteur, une valeur est attribuée à la prestation. La première question qui se pose est celle du problème fondamental de l'économie basée sur la division du travail : Comment les prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement pour que chaque fournisseur de prestations puisse satisfaire ses besoins avec le produit de la vente de sa prestation à partir des prestations des autres fournisseurs de prestations dans le temps dont il a besoin pour produire une prestation identique ou équivalente ? C'est la question cruciale de la valeur économique des prestations en tant que





mesure valable de l'équilibre entre les besoins et les prestations et le juste prix qui résulte de l'échange valeur contre valeur et qui, en tant que grandeur de comparaison, s'oriente sur la valeur économique, car, du point de vue économique, l'achat et la vente de biens constituent un échange de valeurs. Toute économie consiste à échanger entre les humains des produits, c'est-à-dire des prestations, et l'échange se concrétise par la formation des prix. Les prix servent à payer les revenus. La question des prix et celle des revenus sont donc les questions cardinales de l'économie. Les revenus représentent les besoins, les prix les prestations.

La deuxième question est la suivante : comment l'équilibre entre le prix de la prestation et le revenu, c'est-à-dire l'équilibre entre le besoin et la valeur de la prestation, peut-il être maintenu pour l'individu en tant que porteur du besoin et fournisseur de la prestation si, au cours de l'évolution économique, tant les besoins que la technique de production, la pondération en termes de quantité et de prix des différentes prestations au sein de la valeur totale de la production, changent constamment ?

La réponse aux deux questions posées ci-dessus, ou la solution aux problèmes qu'elles posent, réside tout d'abord dans la réponse à la question suivante : où se situent la valeur de besoin et la valeur de production, c'est-à-dire dans quel état économique coïncident-elles toutes deux pour tous les porteurs de besoins et fournisseurs de prestations impliqués dans la zone monétaire ?

Réponse : dans ce que l'on peut décrire comme le minimum vital/d'existence, à savoir le résultat du travail physique de la population de la zone monétaire sur la surface de sol dont elle a besoin. Pour parvenir à des rapports de valeur plus constants que les rapports de valeur fluctuants caractérisés, il faut partir de la création de valeur d'une population formant un espace économique. Cette valeur, qui résulte du rapport entre le nombre d'habitants et la surface de sol dont ils ont besoin, constitue la mesure de la valeur des prestations et, de manière concordante et équivalente, des revenus ; nous appelons cette mesure la valeur d'extraction de la nature ou valeur du travail corporel, rapportée à l'individu, qui comprend la couverture de la valeur de la prestation et du revenu et qui sera déterminée par la suite en termes monétaires, le taux/quota/coefficient social. Ce rapport de création de valeur est à l'origine de toute création de valeur. En effet, tout le travail qui peut être fourni dépend de la taille de la population et s'associe à ce qui provient de la nature, d'où proviennent toutes les prestations dont l'humain vit et auxquelles aboutissent tous ses besoins économiques. Pour saisir la valeur numérique de ladite valeur économique des prestations et des revenus au moyen d'une création monétaire liée au résultat du travail physique de la population sur la surface de terrain nécessaire et donc au nombre d'habitants, nécessairement séparée de la valeur numérique du capital, il faut une compréhension sans laquelle on ne peut pas saisir la notion de valeur économique caractérisée comme valeur à la fois réelle et nominale (monétaire) et donc les notions de capital, de revenu, de création monétaire et la fonction du prix, à savoir : L'humain avec son travail se situe économiquement entre la matière sous la forme de la nature et l'esprit sous la forme de l'intelligence. Le travail est l'intermédiaire entre deux pôles de formation de valeur inversement polaires du point de vue du travail. Il confère au pôle de la nature



une valeur à la substance élaborée et mise en circulation - nous l'appelons la valeur d'extraction de la nature ou valeur du travail corporel ; au pôle spirituel, elle acquiert elle-même, grâce à sa capacité de direction et d'organisation médiatisée par l'intelligence, une valeur que nous appelons valeur d'organisation. Cette valeur qui naît au pôle spirituel, à considérer comme le capital bien compris, se mesure comme la contre-valeur matérielle et monétaire du travail corporel économisé directement sur/à la nature ; c'est d'elle que part la production artisanale et industrielle et donc la division du travail. La mesure monétaire pour la prestation et le revenu de chaque individu est livré par la valeur d'extraction à la nature élaborée par la population, qui constitue/définit le minimum vital, avec un chiffre lié à la population sous forme de création monétaire, par exemple le revenu annuel à définir, par tête la mesure monétaire du taux/quota/coefficient social avec lequel chacun participe aux prestations des autres par rapport à la taille de la population au cours de l'économie.

Si l'on ne saisit pas la polarité inverse de la formation de la valeur, on ne parvient pas à la valeur d'extraction de la nature ou de travail corporel comme directive/ligne d'orientation pour le prix de la prestation de chaque fournisseur de prestations et pour son revenu équilibré, donc pas à la quote-part sociale. Du point de vue économique, la production et la consommation se rapportent à la matière, et le travail intellectuel en tant que valeur d'organisation ne peut se réaliser que dans la matière ; son exemption du travail immédiat au sol doit être étayée par la contre-valeur substantielle de son épargne, ce qui s'applique à toutes les exemptions du travail immédiat au sol.

La valeur économique du travail spirituel et des résultats du travail corporel sur les moyens de production artificiels se mesure en contre-valeur de leur économie/épargne de travail au sol. Cela signifie que la valeur de l'organisation se mesure comme / en moins - de la valeur d'extraction à la nature. L'équilibre/la compensation entre les besoins et les prestations obtenues à l'aide de moyens de production naturels et artificiels est seulement possible en se basant sur la valeur d'extraction à la nature, identique à la quote-part sociale, et sur les revenus orientés d'après elle comme mesure médiatrice.

Le (sur)plus de prestations obtenu grâce à la gestion intelligente du travail correspond, en termes de valeur, à la contre-valeur caractérisée du moins de travail corporel effectué directement au sol. La gestion intelligente du travail se réalise à l'aide de moyens de production artificiels. Les moyens de production artificiels, sur lesquels du travail corporel est aussi effectué, sont à considérer comme un prolongement du sol. La valeur de la prestation fournie par le moyen de production artificiel correspond à la contre-valeur en termes de prestation du travail corporel économisé/épargné au sol. La valeur du travail corporel de l'individu reste la même, indépendamment de la formation de capital, y compris naturellement sur le plan monétaire. L'économie de travail corporel et la libération du travail au sol ne modifient pas le rapport de valeur initial entre le nombre d'habitants et la surface de sol nécessaire, de sorte que la valeur des prestations reste globalement la même pour un même nombre d'habitants. La valeur de la production industrielle est la contre-valeur du travail corporel directement économisé au sol. Grâce à la formation de capital, davantage de prestations sont imputées aux



quotas sociaux, ce qui modifie l'évaluation des prix des différents produits : Il en résulte une réduction des prix, ce qui découle déjà de la définition de la masse monétaire, qui représente la valeur de la quantité de prestations et donc la somme des quotes-parts sociales dépendant de la population de la zone monétaire. Une réduction des prix s'annule naturellement lorsque la formation de capital

[141]

sert à financer les quotas sociaux des personnes exemptées de la production matérielle. Lorsque des moyens de production artificiels créés par l'humain sont mis en service, la formation de capital par ceux qui restent dans le travail du sol (aujourd'hui l'agriculture) doit s'accompagner d'un (sur)plus de prestations matérielles pour les besoins matériels de ceux qui ne travaillent plus immédiatement au sol. Ce surplus est la contrepartie du travail économisé au sol par les personnes libérées de ce travail, soit libérées pour une activité purement spirituelle au moyen de donation (enseignant, médecin), soit pour des activités artisanales et industrielles au moyen d' "octroi de prêt". Leur valeur de travail épargnée immédiatement au sol est compensée par leurs prestations.

Un surplus de quote-part sociale obtenu dans la production matérielle à l'aide de la valeur d'organisation est nécessaire pour financer les pensions de retraite, les mères, les enfants et les personnes dépendantes de l'aide sociale. Pour les retraités, le paiement de la pension devrait en principe être effectué par leurs anciennes entreprises ou sociétés. Si ces entreprises n'existent plus, les quotes-parts sociales des retraités, comme celles d'autres consommateurs purs, seront obtenues grâce aux prestations d'autres entreprises, car chaque membre de la population est inclus dans la masse monétaire en circulation.

L'augmentation/le plus des prestations matérielles due au capital ne doit pas être ajoutée, en termes de prix, aux prestations obtenues à partir du travail initial au sol, sur la base d'une création monétaire sans rapport avec la production et de notions économiques traditionnelles telles que l'équivalence entre le prix et la valeur d'une prestation. En effet, on perdrait ainsi la mesure, sous forme de quota social, de l'équilibre entre les besoins et la valeur des prestations, qui repose sur le rapport de valeur entre le nombre d'habitants et la surface de sol nécessaire. L'économie passerait alors de la satisfaction des besoins à la réalisation de prestations maximales, et reviendrait à la croissance démesurée de la production matérielle, faute de mesure de la valeur économique. Le capital est en fait toujours un excédent : en réalité, un excédent issu du travail du sol, dans le sens du capitalisme monétaire actuel, un excédent d'argent pouvant être séparé individuellement du produit de la vente des marchandises après déduction des coûts de production, qui sont en fin de compte des coûts de travail. Il s'agit d'éliminer le gain de capital monétaire ou le profit en tant que critère de reconnaissance argumenté pour la justification de la production, car il livre, avec la création monétaire actuelle qui le rend possible, la production de biens au hasard du marché. Certes, la technologie de l'information permet de court-circuiter la consommation et la production dans de nombreux domaines, mais le système capital/salaire qui conditionne mutuellement la fixation des prix reste en place en raison de la création monétaire actuelle, de la confusion entre le droit et l'économie en ce qui concerne la propriété et du manque de connaissance et de prise en compte des quotas sociaux. Un équilibre entre les besoins et la valeur des prestations n'est donc pas



possible. Dans le mode de pensée traditionnel, le prix détermine le revenu par le biais du produit de la vente. Dans le système prospectif basé sur de nouvelles connaissances, le besoin détermine le ("correct") prix par le biais de la quote-part sociale en tant que mesure médiatrice entre la production et la consommation. L'équilibre entre le revenu et la valeur de la prestation reste préservé dans le processus économique lorsque la production de la prestation est réalisée au moyen d'un système d'échange de quotas entre les entreprises de production, en termes de quantité et de travail, est pesée de manière à ce

[142]

que leur prix de vente corresponde au chiffre du revenu fixé à l'origine de la création monétaire, ce qui permet de maintenir le rapport de valeur entre le "prix correct", en tant que valeur réelle de la prestation, et le revenu, caractérisé plus haut comme quota social.

Les prêts et les dons rémunérés par la formation de capital sont les quotes-parts d'argent d'achat des personnes dépendantes des dons et des producteurs de biens d'investissement pendant le cycle annuel.

Idéalement, au cours du cycle annuel, la quantité de prestations devrait se fondre dans la quantité d'argent en termes de prix, ou la quantité d'argent devrait se fondre dans la quantité de prestations en termes de prix. L'épargne correspond à des prestations non vendues.

Comme l'argent est lié aux prestations en leur donnant une valeur numérique au moment de leur création (et non pas seulement sur le marché comme résultat de l'offre et de la demande), la fonction de l'argent est de comptabiliser les prestations. Avec la consommation des prestations, la quantité de monnaie correspondante est retirée de la circulation, le produit de la vente des marchandises étant crédité sur un compte de recettes du producteur. Avec le nouveau cycle de production, la quantité de monnaie retirée de la circulation est remise en circulation par la transformation du compte de recettes en compte de dépenses, par le biais de la perception de revenus, du paiement des revenus (abstraction des quotas sociaux), dans lesquels se dissolvent en fin de compte aussi les achats de matières premières et de consommation intermédiaire.

Comme la quantité de monnaie est liée au résultat du travail corporel au sol comme premier moyen de production, la monnaie est la somme des moyens de production en usage, car les moyens de production artificiels correspondent à la contre-valeur réelle du travail corpore économisé au sol.

Avec la quantité de monnaie qui se fond dans la quantité de prestations et avec la séparation de l'économie et du droit, le transfert de propriété des moyens de production devient un simple acte juridique. La propriété prend la forme d'un cycle de possession des moyens de production lié à la durée des capacités entrepreneuriales individuelles. Celui-ci se reconnecte toujours à des personnalités capables d'entreprendre, qui sont libres de désigner leurs successeurs. Le capital généré grâce aux capacités individuelles est ainsi mis au service de la prospérité générale. Le donneur de travail et le preneur de travail sont remplacés par le directeur de travail et le prestataire de travail.<<<<

La formation de capital assouplit ou supprime le rapport fixe entre la valeur de la prestation et le revenu dans le cas d'un simple travail du sol, de sorte qu'il n'y a plus d'égalitarisme. Mais même pour les revenus légèrement inférieurs à la me-



sure monétaire abstraite de la quote-part sociale, la formation de capital multiplie la quantité de marchandises par rapport au potentiel en cas de pur travail du sol. Les problèmes conjoncturels disparaissent parce que le produit de la vente des prestations (prix correct) et le revenu ne sont plus dans le rapport actuel d'interdépendance indéfinissable et aléatoire, ne sont plus des variables qui se conditionnent mutuellement, mais reçoivent, avec la reconnaissance de la valeur de l'extraction de la nature ou du travail corporel, une attribution réciproque dans la quote-part sociale ainsi caractérisée.

Le chômage disparaît grâce à la séparation et à la gestion autonome du droit et de l'économie ; le travail n'est plus un facteur de coût salarial ou une marchandise.

[143]

La contrainte de croissance disparaît parce que le capital n'est plus la plus-value réalisable à partir du produit de la vente et que les revenus ne sont plus la rémunération des soi-disant coûts du travail. La formation du capital ne dépend pas (ou plus) du montant des revenus de la prestation, elle ne dépend plus de la croissance permanente de la production matérielle accompagnée d'une augmentation permanente de la masse monétaire. Les notions de taux de profit et de taux de salaire n'existent plus, et la fixation des prix n'est plus coincée dans le rapport entre le rendement du capital et les coûts salariaux. Les recettes de la vente des prestations ne dépendent plus des prix aléatoires du marché, mais s'orientent en fonction des revenus, pondérés de manière associative en fonction des besoins de la production et donc en fonction des prix au sein de la quantité totale de prestations de la zone monétaire (réalisation/accomplissement des quotas sociaux).

L'État unitaire et central en tant que collecteur et répartiteur d'impôts est dépassé et obsolète, car avec la prise de conscience de la valeur de la nature et de la valeur de l'organisation, la mesure existe sous la forme de la quote-part sociale et de la quote-part de capital pour le financement de tous les domaines de la vie de la société.

Le rapport entre le juste prix de la prestation et la quote-part sociale en découle : Si les besoins qui se développent librement baissent en général, tous les prix augmentent, si les besoins augmentent en général, tous les prix baissent. La raison en est la réalisation/accomplissement des quotas sociaux, car la réalisation des quotas sociaux permet de répondre à la question suivante : comment les prestations doivent-elles s'évaluer mutuellement dans l'économie de la division du travail, de sorte que chaque prestataire puisse satisfaire ses besoins à partir du produit de la vente de sa prestation à partir des prestations des autres prestataires dans le temps nécessaire pour produire une prestation identique ou équivalente ?

## ***2. les problèmes actuels inhérents au système Leur dépassement par la tripartition des domaines de la vie***

L'absence de lien entre la création monétaire actuelle et la fourniture de la prestation a pour conséquence :

- que le prix de la prestation (aujourd'hui identique à la valeur de la prestation) et le revenu sont dans un rapport de dépendance mutuelle directe, ce qui justifie les fluctuations conjoncturelles ;
- que la notion de capital utilisée jusqu'à présent, à savoir le capital monétaire, est le surplus restant du produit de la vente après déduction des coûts du travail, qui peut être éliminé individuellement par voie monétaire, et que le système capital /





salaire est maintenu, ce qui a pour conséquence la lutte entre le capital et le salaire pour la rentabilité, dans laquelle est enfermée toute fixation du prix des marchandises, et qui, avec l'élimination des coûts salariaux, fonde le chômage ;

- qu'avec l'autonomie des banques centrales en matière de création monétaire, l'obligation de croissance s'est substituée à la lutte pour la rentabilité du capital et le taux de salaire, car le capital au sens actuel ne peut se multiplier qu'en cas d'extension permanente de la production matérielle accompagnée d'une augmentation de la masse monétaire, ce qui permet désormais de faire croître à la fois la rentabilité du capital et le taux de salaire.

[144]

Le système actuel de capital / salaire remonte à la notion romaine de propriété, qui confond l'économique et le juridique et rend impossible une saisie séparée de la valeur économique des prestations et de la formation du capital. L'amalgame entre le droit et l'économie a pour conséquence que l'augmentation permanente de la masse monétaire depuis des années pour relancer la conjoncture par le biais d'investissements dans des immeubles d'habitation conduit à des revenus du capital sous forme de loyers et à une hausse des prix des terrains, tandis que les revenus d'intérêts sur le capital d'épargne sont supprimés par cette politique monétaire. Les rapports juridiques qui confèrent un contenu économique au droit de disposer de la propriété à l'exclusion d'autrui font apparaître des rapports de dépendance économique qui ne résultent pas du simple échange de marchandises produites mutuellement. Dans les conditions de vie de l'individu, les effets des institutions juridiques s'ajoutent à ceux de l'activité purement économique. Dans la vie communautaire humaine, ils doivent venir de deux directions différentes. Pour l'économie, coincée entre le rendement de la nature et les idées et les talents des humains, la force de travail humaine doit devenir une troisième frontière, en ce sens qu'elle est mesurée de l'extérieur à l'économie ; si elle est fournie à l'intérieur comme paiement du capital, elle dépendra toujours de la conjoncture sous la forme du salaire. La création de monnaie liée au résultat physique du travail de la population entraîne une séparation du droit et de l'économie, dans la mesure où les moyens de production en cours de fabrication, y compris les terrains, ne figurent plus dans la masse monétaire. Un transfert de capital privé en propriété commune, souvent réclamé par le passé, ne changerait rien aux dommages existants liés au système, en se basant sur les notions et les institutions traditionnelles.

Le système actuel du capital et des salaires doit être remplacé par le système des prestations avec sa conception économique de la valeur, en redéfinissant les notions de capital et de revenu. Seuls la saisie et le traitement du taux/quota social sur la base d'une création monétaire liée à la valeur du travail corporel (voir plus haut) et la nouvelle définition de la notion de valeur économique et de capital permettent de déterminer la base de prestations des revenus des actifs en dehors de la production matérielle ou des personnes dépendantes. et de révéler dans quelle mesure la production, compte tenu de la formation de capital et du temps de travail, couvre les revenus des personnes actives dans les domaines de l'éducation et de la science, des retraités et d'autres personnes socialement dépendantes, ou, en d'autres termes, à combien de quotas sociaux correspondent, dans l'ensemble de l'économie, les capacités des prestations agricoles et industrielles en termes de





valeur économique. En l'absence d'une telle connaissance et dans l'ignorance de son acquisition, les coûts du travail (salaires) sont obligatoirement économisés sous la pression du rendement du capital à réaliser sous la forme actuelle, ce qui entraîne aujourd'hui une dégradation inquiétante de la qualité de vie de la société.

L'entrepreneuriat actuel n'est pas initié par la volonté de satisfaire les besoins, mais par une volonté permanente de réaliser des excédents, c'est-à-dire un rendement du capital, à partir des prestations fournies, des produits de la vente. Le rendement du capital peut être détenu sous forme de titres par le biais d'investissements générant à leur tour un rendement du capital, en tant que créance correspondante d'un créancier. Dans le système existant du capital et des salaires, dans lequel ces deux composantes de l'économie se conditionnent mutuellement, existent en

[145]

une dépendance mutuelle, la main-d'œuvre qui génère des coûts salariaux est obligatoirement maintenue au minimum. Cela conduit à une diminution du pouvoir d'achat dans la satisfaction des besoins, à une augmentation successive des consommateurs soutenus par l'État et donc, finalement, à une augmentation de l'endettement de l'État. En fin de compte, cela conduira à l'effondrement du système actuel de capital et de salaire, le capital étant compris au sens actuel comme le surplus restant du produit de la vente après déduction des coûts salariaux et pouvant être éliminé individuellement par voie monétaire. En comparaison, les exigences fiscales de l'État unitaire, basées sur l'opacité et visant un prétendu équilibre social, semblent impuissantes et ratées.

Dans un organisme social triarticulé, la politique et l'éducation peuvent être séparées avec la science, car le financement de cette dernière, en connaissance des quotas sociaux dans l'espace monétaire caractérisé, se fait indépendamment des impôts de l'État.

Avec la connaissance de la quote-part sociale et donc du rapport entre le prix "correct" de la prestation et le revenu, le hasard du marché, sur lequel reposait le profit comme signe distinctif de la légitimité de la production de biens, disparaît et une médiation rationnelle entre la consommation et la production intervient, réalisée par les associations d'entreprises.

La séparation et la gestion autonome des trois domaines de la société que sont l'économie, le droit ainsi que l'éducation et la science est une exigence de notre temps, car ces domaines reposent sur des principes formulés depuis la Révolution française, mais qui ne doivent pas être mélangés : l'économie sur le principe de solidarité à la base de la division du travail dans l'équilibre à rechercher entre les besoins et la valeur des prestations, le droit et la démocratie sur celui de l'égalité et la vie spirituelle sur la liberté ; dans l'enseignement et la science, aucun intérêt des autres domaines ne doit interférer.

Ce qui importe dans la crise sociale mondiale actuelle, c'est de libérer l'éducation et la science de la tutelle de la politique, qui s'appuie sur l'autorité et le pouvoir de l'État, de les soustraire au financement mis en scène des groupes industriels pour les mettre au service de l'économie, et de les orienter vers les besoins de la vie spirituelle ; ensuite, dans l'économie, de tendre vers des conditions de vie généralement améliorées grâce à la formation de capital au moyen de la vie spirituelle, au



lieu des rapports de domination liés à la propriété résultant de l'ancienne confusion entre droit et économie.

Étant donné que la croissance économique mondiale menace de stagner, voire de diminuer, l'État unitaire, en vertu de son pouvoir d'exécution policière sur les besoins et le comportement de consommation de la population, utilise les lois sur l'environnement qui conduisent à des investissements industriels correspondants pour agir dans le sens de l'économie planifiée et de la croissance traditionnelle du capital ; ce faisant, il ne mélange pas seulement le politico-juridique avec l'économique, mais aussi avec le spirituel, en étayant les lois par une justification douteuse de la science, dont on exige une acceptation mondiale.

Dans la vie sociale extérieure, l'appel à la démocratie est une exigence urgente et contemporaine au sens le plus large du terme. La démocratie signifie que les humains doivent pouvoir s'exprimer sur ce qui est ce qui est commun à tous, de décider eux-mêmes. Celui qui est sérieux

[146].

avec la vie démocratique de l'État, dans laquelle chaque humain est confronté à l'autre en tant qu'humain capable de discernement, égal à lui-même, mais dans laquelle ne peuvent être prises que des décisions à la majorité sur ce qui dépend de la même capacité de discernement, doit être clair sur le fait que, dans le domaine de l'État simplement démocratique, la vie spirituelle d'un côté, et la vie économique de l'autre, doivent être séparées. Ni le théorème de Pythagore ou le quotient différentiel, ni le taux/le quota social ou la valeur économique du capital ne font l'objet d'un vote démocratique.

L'introduction du nouveau système exposé dans ces explications nécessite une information appropriée de la population, la transmission des nouvelles idées qui y sont liées, pour être décidée. Après les adaptations juridiques et institutionnelles à la triarticulation de l'ensemble social, en particulier le changement des droits de propriété du capital et des moyens de production, la nouvelle monnaie sera introduite par la création, par la banque centrale et ses filiales, de comptes pour chaque habitant, sur lesquels sera créditée la quantité d'argent définie la première année comme revenu respectif. C'est par le biais des comptes de recettes et de dépenses des entreprises agricoles et industrielles, tels que décrits ci-dessus, que la monnaie circule.

Si l'on comprend bien les idées exposées ici, il s'agit en fin de compte de préserver les acquis de la civilisation et de surmonter les problèmes déterminants inhérents au système qui ne peuvent plus être maîtrisés à partir des idées traditionnelles (croissance forcée, concentration du capital entre les mains de quelques-uns, chômage, médias articulés, influence étrangère sur le système éducatif, surendettement des États, instabilité du système financier, action de plus en plus autoritaire des organes de l'État, guerres des ressources, etc.) Dans le cadre d'une telle triarticulation envisagée de l'ensemble social en domaines autonomes correspondants, avec leur propre administration basée sur l'expertise parlementaire uniquement dans le secteur politique et juridique, les différents domaines peuvent se développer au mieux et se concentrer sur l'accomplissement des tâches qui leur incombent et ainsi apporter au mieux ce qu'ils doivent apporter à l'ensemble de l'organisme social. On créera ainsi une société beaucoup plus ouverte, plus juste et plus libre d'agir selon ses besoins que ce n'est possible dans les conditions ac-



tuelles.

[147]

[148]

### **A propos du graphique ci-dessous**

L'équilibre entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines, problème fondamental de l'économie basée sur la division du travail, repose sur la réponse à la question suivante : comment les prestations des humains doivent-elles s'évaluer mutuellement pour que chaque fournisseur d'une prestation puisse, à partir du produit de sa vente, satisfaire ses besoins à partir des prestations des autres, dans le temps nécessaire pour produire une prestation identique ?

Comme dans le texte précédent, il s'agit aussi dans le graphique de développer le concept de valeur économique à saisir pour répondre à la question. Le graphique la déduit du rapport entre le travail et les deux autres facteurs de production, la nature et l'intelligence. D'un côté, le travail effectué par l'humain produit des valeurs directement à partir de la nature ; de l'autre, il est guidé par l'intelligence pour façonner les produits naturels. L'intelligence ne peut pas travailler directement la matière de la nature. Elle le fait par le biais du travail corporel de l'humain, qui doit à cet effet être libéré de son activité directe sur la nature. La valeur réelle ainsi obtenue à l'aide de l'intelligence se mesure en contrepartie du résultat du travail économisé directement à la nature et fourni par l'humain. Et ainsi, la valeur économique se déduit toujours du résultat du travail corporel effectué directement sur la base naturelle par la population et la valeur totale des résultats du travail reste constante pour une même population, indépendamment d'une augmentation quantitative due à la formation de capital par l'intelligence. Comme la quantité de monnaie émise est liée à la taille de la population, l'augmentation des prestations due au capital conduit, selon les besoins, à une réduction des prix lorsqu'elle est répartie sur les quotas sociaux dans la consommation, ou conduit à libérer des personnes du travail physique aux moyens de production (argent de donation) ou à des investissements d'extension de la production (argent de prêt). A cet ordre économique tourné vers l'avenir s'oppose l'antagonisme actuel du capital et du travail, qui mène à la destruction économique et sociale, dans lequel le capital résulte d'un bénéfice individuel en argent issu du produit de la vente, après déduction des coûts du travail soumis à une pression permanente, et dont le montant dépend de la quantité de biens produits sous la forme d'une économie d'usure agissant globalement sur la concurrence des prix, avec des effets destructeurs sur la nature et la culture sociale.

Alexander Caspar Janvier 2020

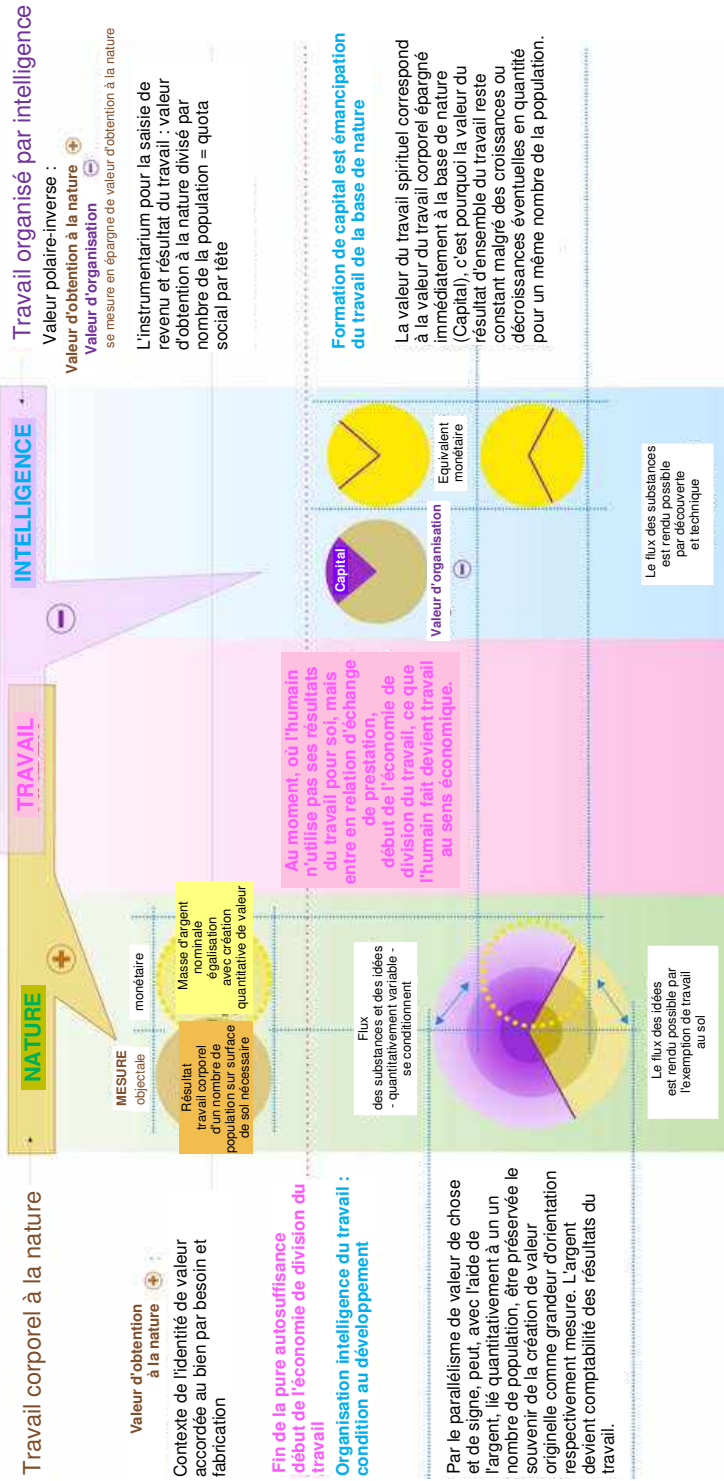
[149]

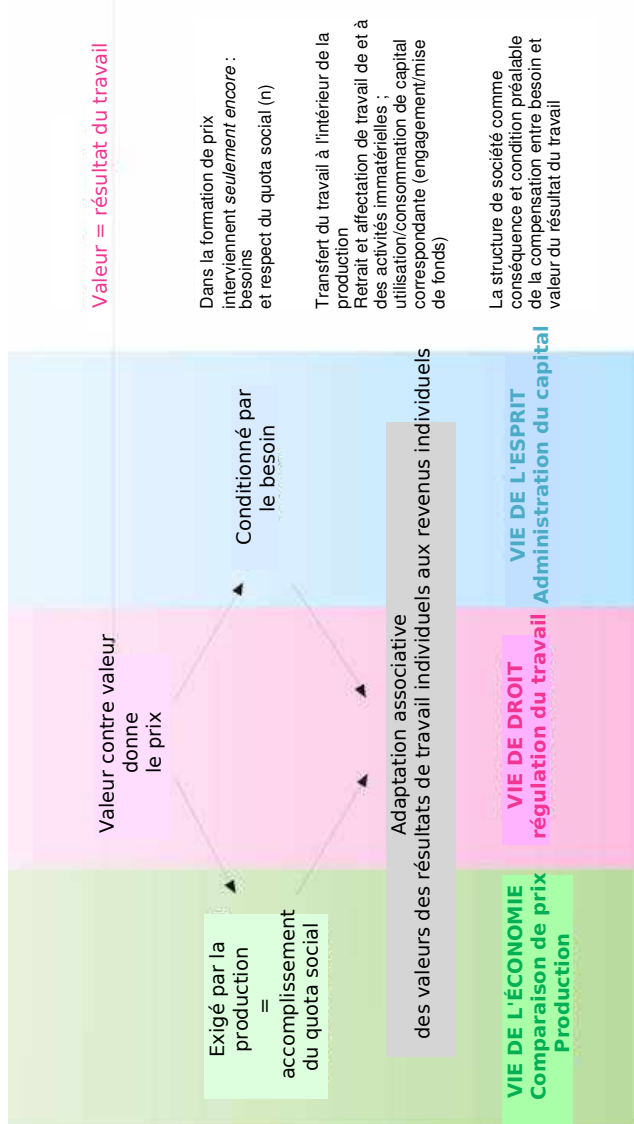


# UNE COMPENSATION ENTRE BESOIN INDIVIDUEL/REVENU ET VALEUR DU RÉSULTAT INDIVIDUEL DU TRAVAIL EST-IL POSSIBLE DANS LA SOCIÉTÉ ?

Y-a-t-il une mesure comme coordinateur, quand revenu et valeur du résultat du travail divergent conditionnés par l'évolution ?

Facteurs de production comme déclencheurs du processus inverse-polaire de formation de valeur





Les revenus s'orientent au quota social. Revenus et recettes pour les résultats du travail peuvent être saisis séparés par l'argent comme souvenir de la formation de valeur originelle et mesure en même temps, et des institutions (associations) peuvent être trouvées pour, sur étendue plus haute, finir des prix de marché orientés sur des quotas, mais pourtant libres - de nouveau - en coïncidence de besoins individuels respectivement revenus et bénéfice.

La pensée de la triarticulation sociale se donne d'une nécessité intérieure ; pour l'économie il résulte de l'administration autonome des vie de l'esprit et de droit, soutenu par la façon de la création d'argent, que fond et sol, moyens de production artificiels tout comme travail sont déshabillés de leur caractère de marchandise. Parce qu'aucune rente ne peut être extorquée et le travail n'est pas un facteur de coûts, agissent seulement dans la formation de prix, besoins et des effets des mesure prises associativement pour l'accomplissement des quotas sociaux. Le système de formation notamment comme producteur du capital, par ses délégués dans l'économie, y a aussi son administration, afin que ceux-ci puissent exercer leur fonction de propriétaire de moyens de production et déterminer eux-mêmes leurs successeurs à ce sujet sans coût. Et la vie de droit sanctionne, le temps de travail au moyen de suffrages démocratiques et comme des accords valables, les rapports de revenus négociés par entreprise particulières. La vie de l'économie elle-même a à faire avec la production et la mesure réciproque de la valeur des prestations, ce qui détermine le contenu de l'association d'entrepreneurs. Par l'édification esquissée ici de l'économie et de la société, une compensation entre besoin, respectivement revenu comme médium de la satisfaction des besoins, et valeurs des prestations, est rendue possible ; un égalitarisme n'est pas donné.

**Postface**

28

À la fin de la Première Guerre mondiale, sous l'impression des troubles sociaux et<sup>29</sup> des calamités économiques de l'époque, le Dr Rudolf Steiner a pour la première fois avancée la pensée d'une tri-articulation du système étatique, jusqu'alors administré de manière uniforme/unitaire, tout comme une réorientation de l'ordre économique et monétaire.

L'auteur de la présente publication a repris et développé les pensées du Dr Steiner<sup>30</sup> à l'époque. Il voit la condition préalable à la compréhension de la formule de prix, de la séparation relative du travail et du revenu, etc., dans la compréhension de l'idée de polarité inverse, qui s'est développée à partir de la tradition de la pensée mathématique-géométrique européenne.

Il n'était donc pas surprenant pour l'auteur que les réflexions présentées dans cet<sup>31</sup> écrit aient été saisies par quelqu'un dont la pensée a été formée par l'occupation à la géométrie projective pour la saisie à caractère/à force d'image de la polarité inverse comme elle intervient dans le rapport du travail corporel au travail spirituel : Monsieur David Schmid a donc aussi accompagné et rendu possible cet écrit d'une manière valant des remerciements.

[152] 2

**À propos de l'auteur :**

32

Alexander Caspar, né en 1934, a été pendant de nombreuses années membre de la<sup>33</sup> direction d'une banque privée zurichoise associée à l'industrie.

[www.gemeinsinn.net](http://www.gemeinsinn.net)

34

[153]



# Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani  
13 route de Fessenheim  
F-67117 Quatzenheim  
francois@triarticulation.fr  
Tel. 00 33 950 263 598  
[www.triarticulation.fr](http://www.triarticulation.fr)

Institut für soziale Dreigliederung  
Liegnitzer Strasse 15  
D-10999 Berlin  
sylvain.coiplet@dreigliederung.org  
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43  
[www.dreigliederung.de](http://www.dreigliederung.de)



**Institut pour une triarticulation  
de l'organisme social**  
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

*Soumettez-nous vos projets pour des collaborations fructueuses*

Contact :  
François Germani +33 (0)950 263 598  
francois@triarticulation.fr

**[www.triarticulation.fr](http://www.triarticulation.fr)**

*De l'idée : Sylvain Coiplet*

**Informations diverses**

- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés

sont dans notre **LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT** téléchargeable sur :  
[www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html](http://www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html)

La présente brochure vous est vendue au coût des frais nécessaires à la fabrication de la prochaine. Les besoins des collaborateurs travaillant au contenu et aux prochains projets restent à financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung  
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS  
Formulaire de don en ligne : [www.dreigliederung.de/institut/spenden](http://www.dreigliederung.de/institut/spenden)  
L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir/[www.triarticulation.fr/Soutien.html](http://www.triarticulation.fr/Soutien.html)).  
Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.



Parmi les trois domaines se distinguant progressivement dans la vie sociale, l'économie moderne n'est apparue vraiment dans la vie de chacun qu'en dernier au cours du 19<sup>e</sup> siècle. A peine commençait-on à se familiariser aussi à être citoyen d'une vie étatique aspirant à la démocratie, il nous faut maintenant aussi trouver le type de rapport à établir entre nous au sein de celle-ci. Cela d'autant plus qu'aux les dégâts sociaux, s'ajoute la question écologique. Aux préoccupations civiques, s'ajoute une nécessaire culture de cette économie de division du travail.

Début août 1922, prenant congé de ses auditeurs, R. Steiner, aborde la question d'une monnaie fractionnaire qui serait libellé en « blé » plutôt qu'en « or ».

C'est de cela dont l'auteur se saisit, le resituant dans l'ensemble de la tri-articulation et ses conséquences pour la vie de ce tiers des activités nécessaires à l'humanité.

Alexander Caspar, né en 1934, vivait encore récemment à Kilchberg, un village sur un coteau du lac de Zurich en Suisse. Il a longtemps été à la direction d'une banque privée et a du faire plus ou moins silence sur des recherches qui vont dans un sens bien différent de ce qu'il était tenu de côtoyer professionnellement.

Ses rares publications sont aussi restées assez confidentielles, mais nous sommes contents de les faire enfin connaître au public francophone.

